



PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer des
Bouches-du-Rhône

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION AGRICOLE

Service de l'Agriculture et de la
Forêt

Relevé de conclusions de la réunion plénière du 23 mai 2019

PJ : diaporamas présentés en séance.

La CDOA s'est réunie en commission plénière le 23 mai 2019 à 9h30 à la Chambre d'Agriculture à Aix-en-Provence sous la présidence de Monsieur François LECCIA, Chef de Service de l'Agriculture et de la Forêt de la DDTM, représentant le Préfet des Bouches-du-Rhône puis de Jean-Guillaume LACAS, chef du pôle structures et conjoncture, représentant le directeur départemental de la DDTM.

Étaient présents :

M. ARLAUD Tristan (Coordination Rurale)
M. AURRAN Jean-Paul (FDSEA)
M. DAVIN Jean-Marc (Fermiers métayers)
Mme ESCOFFIER Nathalie (Chambre d'Agriculture)
M. GINOUX Philippe (EPCI)
M. GROSSO Jean-Pierre (MSA)
Mme LATEULERE Sylvie (Chambre d'Agriculture)
M. LEVEQUE Patrick (Chambre d'Agriculture)
M. MASONI Serge (FDSEA)
Mme ROQUEBLAVE Emilie (Crédit Mutuel)
M. SARROUB Karim (Crédit Agricole)
M. VEYRIE Gilbert (Protection de l'Environnement)

Egalement présents :

M. VILLENEUVE André (Chambre d'Agriculture)
M. BONFILS Nicolas (Métropole AMP)
M. CAMPANELLI (SAFER)
Mme GAILLARD Laure (Métropole AMP)
Mme GIORDANO Isabelle (FDSEA 13)
M. MAROLLEAU Erwan (SAFER)
Mme MIZOULE Julie (Agribio)
M. THUREAU Sylvain (CR Sud PACA)

Étaient excusés :

M. BANET Serge (EPLEFPA VALABRE)
M. COLLIOT Etienne (Chambre d'Agriculture)
M. le Maire de Gignac-la-Nerthe

Porteurs de Projets :

- Commune de Gignac la Nerthe :

M. TASSY René (Conseiller municipal – Délégué Environnement Développement Durable)
Mme BARTOLO Aurélie (Responsable Service Urbanisme)

- Commune de Saint Mitre les Remparts :

Madame le Maire ALIPHAT Béatrice
Mme VILLEVIEILLE Dominique (Directrice Aménagement)
M. ELLENA Frédéric (DGS)

Le quorum étant atteint avec 15 membres votant, parmi 29, M. Leccia ouvre la séance à 9h45 et remercie les personnes présentes.

1. Approbation du relevé de décisions de la réunion plénière du 22 janvier 2019

Le relevé de décisions du 22 janvier 2019 est approuvé à l'unanimité.

2. Projet de ZAP sur la commune de GIGNAC-LA-NERTHE

Le projet de la zone agricole protégée est introduit par M. TASSY René, conseiller municipal de la commune et Mme BARTOLO Aurélie, responsable du service urbanisme, et présenté par M. VILLENEUVE André, chef de projet à la Chambre d'Agriculture d'Aix-en-Provence.
Le projet a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal le 18 février 2019.

La pérennisation des espaces agricoles de la plaine de Gignac-la-Nerthe-Châteauneuf-les-Martigues, est inscrite depuis longtemps dans les documents de planification en vigueur (DTA, SCoT, PLUi).

Toutes les zones agricoles de Gignac-la-Nerthe sont soumises à la pression foncière. Elles sont toutes en contact étroit avec des zones urbaines.

Afin d'asseoir durablement la vocation agricole des terres identifiées au projet de PLUi, qui propose sur le territoire Gignac-la-Nerthe le passage de 282 ha de zones agricoles à 341 ha et d'y favoriser des installations pérennes, la commune souhaite s'engager dans la délimitation d'une Zone Agricole Protégée.

Le périmètre de la ZAP inclut toutes les zones agricoles du PLUi arrêté en juin 2018 dans le périmètre de la ZAP. Ce choix permettra ainsi d'éviter de reporter la pression foncière sur les zones qui ne seraient pas incluses dans la ZAP.

Le projet de ZAP apportera une réponse à la problématique foncière :

- Pérennisation de la Zone Agricole.
- Permet de changer la logique spéculative des propriétaires afin de retrouver la vocation agricole de la plaine.
- Contribue au renouvellement des générations
- Réduit les problèmes d'insécurité (présence humaine)
- Réduit le risque de dégradation de l'environnement (Décharges sauvages)

La commune met en place également un projet agricole (GardenLab) qui, en s'appuyant sur la ZAP, permettra de recréer une dynamique agricole en favorisant l'accès au foncier en faveur des porteurs de projet et en accompagnant leurs installations.

Le projet de la ZAP de Gignac-la-Nerthe est approuvé à l'unanimité.
--

3. Projet de ZAP sur la commune de Saint Mitre-les-Remparts

Le projet de la zone agricole protégée est introduit par Mme le Maire ALIPHAT Béatrice, Mme VILLEVIEILLE Dominique, responsable des services urbanisme et M. ELLENA Frédéric, Directeur Général des Services, et présenté par M. VILLENEUVE André, chef de projet à la Chambre d'Agriculture d'Aix-en-Provence.

Le projet a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal le 13 mai 2019.

La proposition d'une Zone Agricole Protégée sur la commune de Saint Mitre les Remparts s'appuie sur :

- un potentiel agricole recensé sur la commune, qui présente de bonnes qualités agronomiques,
- un climat doux très favorable au développement de l'agriculture,
- la qualité des espaces agricoles reconnue par la présence de différents signes de qualité,
- les rôles essentiels pour le territoire remplis par les espaces agricoles : supports d'une activité économique, coupure d'urbanisation et espaces de respiration, supports de la biodiversité, contribution à la lutte contre l'incendie particulièrement sensible sur la commune,
- la DTA, le SCOT et le PLU de la commune qui recommandent fortement la préservation des espaces agricoles.

Au regard de cette analyse et des dispositions de l'article L112-2 du Code Rural, la proposition de classement en Zone Agricole Protégée porte sur l'ensemble des zones inscrites comme Agricole au PLU de la commune de Saint-Mitre les Remparts, représentant 337,60 ha.

Le projet de la ZAP de Saint Mitre-les-Remparts est approuvé à l'unanimité.
--

4. Financement et état des lieux des ZAP en région PACA, SRADET

Par Sylvain Thureau, Service Agriculture et Forêt, Direction de l'Agriculture et de l'Eau, Conseil Régional.

Le Conseil régional présente un bilan provisoire de la mesure 16.7.1 du PDRR qui permet via le FEADER, de financer des actions de préservation et de mise en valeur du foncier agricole et naturel ;

Pour mémoire, les études et animations sont financées à 100 % sur 2 ans ; les travaux de remise en état des friches sont financées à 80 % ; le montant minimum par dossier est de 30 000 €.

Les bénéficiaires sont les collectivités territoriales, associations, Sociétés Coopératives agricoles, Chambres d'agriculture et agriculteurs.

16 opérations ont été financées en région PACA, dont l'opération « Protéger et mobiliser le foncier agricole dans le PNR des Alpilles autour de sites pilotes » portée par le PNR des Alpilles, et concerne les communes du Paradou, des Baux-de-Provence, De Senas et Orgon (278 552€).

5. Présentation du Projet Alimentaire Territorial

Par Laure Gaillard, Chef du service alimentation durable, économie agricole et innovations Direction de l'agriculture, DGA Agriculture Forêt Paysages, AMPM.

Un Projet Alimentaire Territorial est en cours d'élaboration dans le département, porté par AMPM et le PETR du Pays d'Arles (département + Pertuis et Saint Zacharie), avec le soutien technique et financier de la Région, du Département, de la chambre d'agriculture et de l'Etat.

Le PAT a pour ambition de structurer l'économie agricole et de « faire système », en proposant un cadre stratégique, opérationnel et pragmatique de mise en œuvre de la politique agricole et alimentaire dans le département. Il est présenté en CDOA dans ce sens.

Le PAT est structuré autour de 6 axes : Economie et emploi, Nutrition-santé et accessibilité sociale, Foncier et aménagement, Environnement, Terroir et patrimoine alimentaire, Innovation et recherche. Les premiers groupes projets doivent porter sur la massification des circuits courts, la restauration hors domicile et collective, l'installation et le foncier.

Le comité de pilotage s'est réuni 2 fois, le 21 juin 2018 et le 29 avril 2019. Des ateliers de concertation ont été réalisés qui ont permis de formuler 32 objectifs. D'autres ateliers sont à venir pour définir un plan d'action. Un diagnostic a été réalisé sur l'agriculture et les besoins alimentaires du territoire (non encore diffusé). Une plateforme internet a été mise en place pour assurer le partage d'information, permettre la concertation et aider à la mise en relation des différents acteurs de la chaîne alimentaire, « de la fourche à la fourchette ».

Une demande de labellisation devrait être déposée auprès du Ministère de l'Agriculture, instruite par la DRAAF. La labellisation est obtenue pour 3 ans.

Lien vers la plateforme internet J'en parle :

<https://pat-ampmetropole-paysdarles.net>

6. Présentation de OpenFrichMap par la SAFER

Par Erwan Marolleau, chef de service Prospective et Pôle Informatique, SAFER PACA ;

La plateforme OpenFricheMap doit permettre de bancariser des données d'inventaire des parcelles agricoles en friche et de faire des signalements de parcelles en friche sur un mode participatif. Une modération des signalements est assurée par la SAFER, qui ne garantit cependant pas l'exactitude des données, et a fortiori leur exhaustivité.

Le mode participatif permet une souplesse et une réactivité intéressante, pour une donnée qui peut devenir rapidement obsolète si elle n'est pas actualisée. L'outil peut héberger toute donnée d'inventaire. Les données à disposition de la SAFER sont déjà visibles.

L'outil a été développé en réponse à une demande des services de l'État dans le Vaucluse, en cohérence avec l'objectif réglementaire issu de la loi d'avenir pour l'agriculture de 2014, de réaliser un inventaire des friches agricoles tous les 5ans, dans le cadre de la CDPENAF.

OpenFricheMap est amené à devenir l'outil de référence, dans les Bouches-du-Rhône également, dans le cadre de cette démarche d'inventaire portée par la CDPENAF.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h30.

Le Président
François LECCIA

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'F' followed by a long horizontal stroke with a slight upward curve at the end.

